3 1761 03929 7049

Sur La Guerre - Coppée. 1900

DC
45
.9
G64
1900

Ex Libris

PROFESSOR J. S. WILL

Aux sept mille morts
de Madagascar
A ceux qui vont mourir
en Chine

SUR LA GUERRE

PROPOS D'UN JEUNE HOMME

et de

M. FRANÇOIS COPPÉE

Notés par

URBAIN GOHIER

CERCLE D'ÉTUDES SOCIALES
LIGUE DÉMOCRATIQUE DES ÉTUDES

ÉDITION DE PROPAGANDE

0.10 CENTIMES

En Dépôt à la LIBRAIRIE OUVRIÈRE
11, Place Victor-Hugo, SAINT-DENIS

AUXERRE
IMPRIMERIE A. GALLOT, RUE DE PARIS, 47

1900

DC
45
.9
G64
1900

769041

CERCLE D'ÉTUDES POLITIQUES & SOCIALES
LIGUE DÉMOCRATIQUE DES ÉCOLES

Aux sept mille morts
de Madagascar

A ceux qui vont mourir
en Chine

SUR LA GUERRE

M. François Coppée, notre grand poète nationaliste, venait de quitter le Petit épicier de Montrouge. Il avait retrempé sa muse dans la boutique de cet Humble. Il prit le tramway de la gare de l'Est et, pour ausculter l'âme du Peuple, il s'assit au bout de l'impériale, contre le dos du cocher. Un homme de vingt-cinq à trente ans, à la mise propre et pauvre, à la physionomie triste et rude, vint se placer auprès de lui.

A quelque distance de la station, la voiture s'arrêta pour attendre une ouvrière chargée de paquets. Devant les yeux du poète et de ses voisins, sur les murs d'un asile de vieillards, s'étalaient de grandes affiches coloriées, réclames d'un éditeur. Elles annonçaient la publication de deux ouvrages patriotiques : *L'Afrique Française* et *La Prochaine guerre ;* sous le premier titre, une image criarde montrait un village soudanais en flammes, où des turcos éventraient des nègres, tandis qu'un marsouin brandissait le drapeau tricolore; la prochaine guerre était figurée par un autre drapeau tricolore, autour duquel des hommes en casque et des hommes en képi se fusillaient par-dessus des tas de cadavres.

A cette vue, le jeune homme haussa les épaules avec un grognement de colère. M. Coppée saisit l'occasion et dit :

— De la prochaine, vous en serez, vous !

— Ce n'est pas sûr, murmura l'autre, après avoir dévisagé son interlocuteur d'un coup d'œil aigu... Nous n'en voulons pas.

— Vous ne voulez pas de guerre ?

— Non ; nous ne voulons pas de guerre. Nous avons autre chose à faire : *nous avons la justice sociale à fonder...* C'est assez de besogne pour nous et pour ceux qui viendront après nous.

— Mais qui est-ce, « vous » ?

— Eh bien, ceux qui veulent fonder la justice sociale ! Nous sommes quelques-uns, aux quatre coins de l'horizon, sans nous connaître. Et la masse du peuple, quoique inconsciente, est avec nous.

— Alors le peuple, à ce que vous croyez, ne veut pas la guerre ?

— Il y a des gens qui veulent la guerre ; ce sont les éternels oppresseurs, les éternels exploiteurs des peuples ; mais eux-mêmes sont obligés de proclamer qu'ils ne la veulent pas ; ils le jurent à chaque occasion. Sur leur parole menteuse, la foule tâche de se rassurer. C'est de son épouvante qu'a été faite la paix depuis un quart de siècle.

Quant il ne s'agissait que d'envoyer à la mort des petits paysans, des gueux trop gueux pour se payer un remplaçant, — pour *acheter un homme !* — la nation tout entière était belliqueuse, chaude et chatouilleuse. Aujourd'hui que tout le monde irait, presque tout le monde est calmé. Parmi tant d'effets détestables, le système militaire moderne a cet effet heureux.

L'effroi des massacres prodigieux, où les régiments entiers seraient réduits en bouillie sanglante, est encore le moindre. Avant d'être hachés par la mitraille, les millions d'hommes arrachés à leurs travaux sédentaires et jetés sans entraînement sur les routes avec une charge de mulets, crèveraient de fatigue ; ils crèveraient de faim. En 1870, les quelques cent mille hommes qu'on avait à faire vivre ont manqué de souliers et de pain ; hier, à Madagascar, après un an de préparatifs, quinze mille hommes ont manqué de tout. Alors ? les millions d'hommes mobilisés sont des millions d'hommes condamnés à mort ; et derrière eux, le reste de la population sera décimé. Plus de commerce, plus de culture, ni blé ni boulangers, ni charbon, ni mineurs, point de communications avec le reste du monde. La banqueroute pour les riches, la famine, le typhus et la peste pour les riches et pour les pauvres, plus assez de vivants pour

enterrer les morts : ça trouble les imaginations, sinon les consciences. On recule.

Les peuples disent : Non ! — Ils le disent si fort et si clair que les fauteurs habituels des guerres renient leurs desseins et multiplient les parjures. Ils le disent si fort que les écrivains « populaires », — ceux qui n'ont pas le courage de diriger l'opinion, parce que la mission est trop rude, mais qui la suivent servilement parce que le métier est lucratif, — après avoir chanté la grandeur de la guerre, en maudissent aujourd'hui l'horreur. C'est un fameux indice, allez !

— Le peuple est souverain, prononça M. François Coppée. Si le peuple ne veut pas la guerre, elle ne se fera pas.

— Elle pourrait se faire tout de même. Le sort des peuples n'est pas entre leurs mains, mais entre les mains de leurs ennemis, de leurs bourreaux, de ceux qui vivent et qui jouissent de la souffrance des hommes.

— Et qui donc ? s'écria le poète ingénu.

— Vous, peut-être, fit l'homme avec un regard insolent. Votre visage m'est connu. Vous êtes un marchand de « littérature ». Eh bien, la guerre, ça vous fournit des sujets. Et puis, vous vieillissez ; la guerre vous débarrasserait de la concurrence des jeunes, encombrants et trop pressés. Elle déblaye, la guerre !

La guerre est appelée par tous ceux qui en profitent : par les dynasties, les gouvernements et les politiciens, par les grands manieurs d'argent, les capitalistes et les fournisseurs d'armées, par les militaires de métier. Sans compter le troupeau des fous qui font croire que leur rage est la rage de toute la nation. On n'entend que ceux qui hurlent ; on n'entend pas ceux qui se taisent ; nous ne voulons plus nous taire.

Les gouvernements, qui protestent de leur amour pour la paix, machinent la guerre. Les dynasties royales, les castes féodales, de féodalité terrienne ou de féodalité financière, poussent à la guerre. Car les peuples s'agitent ; ils ont trop de loisir pour chercher les causes de leur servitude et de leur misère ; ils peuvent examiner de trop près les idoles qu'ils briseront dès qu'ils en auront reconnu la fragilité. Il

faut les distraire. Une ample saignée calmerait leur fièvre. Qu'on égorge quelques millions de Français et d'Allemands : pendant que les survivants pleureront leurs morts et relèveront les ruines de leurs foyers, pendant qu'ils s'épuiseront à payer la rançon de la patrie vaincue ou les frais de l'horrible victoire, ils se tiendront tranquilles. Le « mauvais esprit » sera dompté; les subversifs, morts ou muselés. L'iniquité fleurira quelques cent ans de plus.

Pour les politiciens, la guerre est une partie unique. Ceux qui rampent encore dans les bas-fonds espèrent qu'une grande convulsion les fera monter à la surface. Ceux qui occupent le pouvoir comptent déployer leurs facultés sur une vaste scène; ils vont travailler pour l'Histoire ! Ils savent qu'un ministre est tiré de pair dès qu'il a fait tuer dix mille hommes; après cent mille victimes, il est promu grand homme; avec un million de cadavres, demi-dieu. On veut monter en grade. Et puis, il y a des tripotages grandioses, le jeu sur les fonds publics. Si le syndicat de spéculation dont un gouvernement exécute les ordres est engagé à la baisse et que la rente persiste à monter, le remède est prêt : la guerre. Aux syndiqués, les millions; aux citoyens la mort.

Les grands manieurs d'argent sont notre féodalité à nous. Pour eux surtout se fait la guerre.

Jadis les peuples s'entr'égorgeaient pour des coucheries de femmes, pour des rancunes et des rivalités de catins. Aujourd'hui, l'Argent règne : la guerre sert l'Argent. Derrière toute guerre, il y a l'affaire d'argent.

Au Moyen-Age, invulnérables sous leur ferraille, deux Barons se cognaient par passe-temps, tandis que leur valetaille cuirassée massacrait à plaisir les Vilains, nus et désarmés ; le premier fatigué se rendait à l'autre; leurs nobles peaux demeuraient intactes; le vainqueur emmenait le prisonnier dans son château, pour boire ensemble, et les serfs du vaincu suaient le reste de leur sang à payer sa rançon; délivré, il achevait de les écorcher pour amasser l'enjeu de sa revanche : et la partie recommençait.

Maintenant, les Barons de l'argent mettent les peuples aux prises pour parier sur les fonds d'Etat. Le gagnant enlève au perdant des « différences »

pour quelques dizaines de millions; mais le gagnant et le perdant empochent l'un comme l'autre des centaines de millions de courtage, pour la négociation des milliards empruntés par les belligérants. Il faut que des millions d'hommes périssent, et que la moitié de l'Europe soit dévastée, pour que cinq ou six milliardaires juifs ou chrétiens se partagent les dépouilles des peuples. Après quoi, ce qui survit de la race esclave reprend le joug et tourne la meule plus lourde qu'auparavant.

Les « Diplomates » veulent la guerre; c'est par eux qu'elle commence et qu'elle finit; c'est matière à traités, prétexte à décorations. Pour les querelles de leurs femmes et de leurs maîtresses, ils fanatisent la foule stupide; l'honneur de deux peuples se trouve engagé, parce que la fille d'un ambassadeur aura soufflé son amant à la femme d'un premier ministre. On vient de nous conter que le ministre des affaires étrangères de Napoléon III a cherché la guerre de 1870 pour humilier Bismarck, qui l'avait humilié à Vienne dans une partie de chasse : et pour la vanité de ce misérable, le monde a souffert ce qu'il souffre depuis un quart de siècle.

Les fournisseurs veulent la guerre, afin de ramasser des millions par tas en livrant aux armées, avec la complicité des administrateurs militaires, des souliers de carton, du pain empoisonné, de la viande pourrie.

Des capitalistes veulent la guerre, parce qu'il y a trop d'argent disponible. L'intérêt baisse constamment; il va tomber à rien. Bientôt, peut-être, les accapareurs des produits du travail d'autrui seraient obligés de travailler comme tout le monde. Il n'y a qu'un moyen de prévenir ce malheur : la guerre. Raréfié par une énorme consommation, le capital trouverait un loyer plus haut. Les capitalistes qui l'auront prêté resteront créanciers de l'Etat; le travail de la nation sera leur garantie. Tous ceux qui ne possèdent que leurs bras ou leur cerveau travailleront double pour servir l'intérêt à 6 ou 8 pour cent. Vite un bon massacre de gueux : il y aura de belles rentes pour les rentiers!...

— Voyons, voyons ! interrompit M. Coppée Vous dites que la nation répugne à la bataille parce qu'elle y va tout entière. Si elle y va tout entière, les gens

dont vous parlez y vont aussi, eux ou leurs fils, leurs frères, leurs neveux.

— Non, ils n'y vont pas : ce qui leur laisse la pleine liberté de leur monstrueux calcul.

Ils n'y vont pas, parce que le service universel est un mensonge. Ces gens et leurs petits sont assurés contre les risques. Tout est prévu, combiné. Dans les administrations, dans les services auxiliaires, dans toutes les places qui préservent du danger, vous trouverez la progéniture des malfaisants. Quelques individus sacrifiés, d'ailleurs, n'affaibliraient pas la caste : les autres héritent

Les officiers, enfin, veulent la guerre pour l'avancement. Quand on a pris une carrière, c'est pour s'y pousser. La besogne monotone, écœurante, à laquelle la paix condamne les militaires professionnels les exaspère. Tout l'effort qu'ils ont donné, au moins dans les années de début, dans les années d'enthousiasme et de foi, ne signifie rien s'il n'aboutit à la guerre.

Il y a tels pays où les militaires forment une caste dont la guerre seule peut expliquer l'existence, excuser les privilèges ; sans la guerre, la nation laborieuse qui nourrit leur oisiveté, qui supporte leur orgueil brutal et le provoquant étalage de leur ferblanterie, se débarrasserait promptement de ces parasites.

En France, la plupart des officiers n'ont point de prétentions insolentes ; ils ne visent guère à constituer une caste ; ils sont d'honnêtes gens, de braves gens (1). Il leur arrive de fusiller un soldat pour un geste grossier ; il leur arrive aussi de bâillonner un mauvais sujet, après la crapaudine, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Mais ils ont, en général, assez conscience des difficultés de leur situation dans la nation moderne. Ils entretiennent habituellement avec la nation civile des rapports amicaux. Toutefois, pour un galon de plus ou pour une croix, ils mettraient l'Europe à feu et à sang

Tenez ! regardez à la devanture de cette marchande de chapeaux. Voilà un petit lieutenant d'artillerie qui reluque les modistes. C'est un charmant

---

(1) Ceci était écrit avant les trois années de crimes qui viennent de s'écouler.

garçon, blond, rose, avec une moustache naissante, et valseur distingué. Les mères le guettent pour leurs filles, et les douces vierges se pâment à l'odeur de son uniforme. Il est bourré d'*x*. A quoi pensez-vous qu'il rêve ? Il sort de Fontainebleau tout échauffé ; il n'aime que ses canons ; pour devenir capitaine un peu plus vite, il aspire à la vrai canonnade. Expérimenter sur la chair vive les nouveaux projectiles et les derniers explosifs, déchiqueter de jeunes hommes plein de vie et d'espoir comme lui-même, incendier à grande distance des bibliothèques et des musées, exterminer avec une précision *mathématique* les femmes et les enfants dans les villes assiégées, voilà son idéal. Je vous en réponds qu'il veut la guerre, celui-là !...

Le grand poète patriote fut choqué par cette tirade dans sa vénération pour l'habit de soldat. Il objecta vivement :

— Vous ne direz pas, du moins, que si les officiers veulent la guerre, c'est parce qu'ils n'y vont pas. Dieu merci ! nos officiers sont partout et toujours les premiers au feu.

— Ni les premiers, ni les derniers, reprit l'individu. Ils y sont *avec* leurs soldats, c'est-à-dire, avec nous. Ils y sont, après que la nation leur a payé un traitement durant vingt ou trente ans de paix en prévision de six mois de guerre. Et comme tout le monde y est, s'ils n'y étaient pas comme officiers, ils y seraient comme soldats. J'ajoute qu'y étant comme officiers, ils courent moins de risques et plusieurs chances de profit (1).

— Moins de risques ! réclama l'ancien Garde National.

— Sans doute : moins de risques. Dans la guerre moderne, on mourra beaucoup de la mitraille, qui fauche l'officier comme le soldat. Mais on mourra surtout de l'excès de fatigue et de misère; on mourra de porter le sac et de manquer de pain. L'officier est endurci par toute une vie d'entraînement ; il n'est pas exposé aux mêmes privations ; il ne porte pas le sac, le sac mortel (2).

S'il reste sauf, il aura la croix, de la gloire, de

---

(1) Voir l'Appendice.

(2) A Madagascar, il est mort un soldat sur trois, et un officier sur dix-sept ; la mortalité des officiers est *six fois* moindre.

l'avancement, une augmentation de solde. S'il est mutilé, il aura la croix, une pension, un emploi. S'il est tué, sa veuve et ses enfants seront receuillis par la nation. Moi, citoyen, qui produis en temps de paix tout ce qu'il faut pour préparer l'égorgement des miens, si je suis mutilé, je suis condamné à *mourir de faim* avec ma femme et mes enfants. Si je succombe, ma femme et mes enfants *mourront de faim*. Si je survis intact, je trouverai sans doute, à mon retour, ma femme et mes enfants *morts de faim* ; je n'aurai point de pension ; je devrai sur-le-champ me mettre au travail pour payer la pension des autres, et les frais du massacre...

Les militaires de profession sont quelquefois raisonnables. S'ils réfléchissaient à ces choses, je suis sûr que même ceux qui veulent le plus ardemment la guerre cesseraient de la vouloir.

— N'en doutez pas ! affirma M. Coppée. Mais les peuples ont beau se refuser à la guerre, si les gens qui sont en position de la faire éclater la veulent, elle éclatera. « La paix, a dit le maréchal de Moltke, est un rêve, et même un vilain rêve » Et cet homme-là s'y connaissait.

— Certes, il s'y connaissait. La guerre était sa raison d'être à lui. Avec la guerre, il était un fameux personnage ; avec la paix, un simple malfaiteur. C'est au boucher que vous demandez son opinion sur l'abattoir ?... Consultez donc les moutons !

— La guerre se fera, prédit M. Coppée, parce qu'elle s'est toujours faite et que, malgré toutes les imprécations, elle se fait encore tous les jours. Elle est un mal inévitable.

— Non ! protesta le jeune homme. Si les hommes l'ont crue inévitable, c'est qu'on les dupait avec des prétextes faux. On invoquait des mots menteurs : l'honneur, la patrie, *et cætera*, pour égarer les imbéciles dont on voulait prendre le sang et l'argent...

Alors le grand poète rugit :

— La patrie ! monsieur ; l'honneur ! monsieur ; des duperies ? êtes-vous donc Sans-patrie ? et, si j'ose dire, sans honneur ?

(Le cocher, du coup, se retourna).

— Ne faites pas la bête, conseilla tranquillement le voyageur. La patrie et l'honneur ne sont pas des mots vides de sens. Mais il est impudent, il est abo-

minable d'abriter des crimes sous leur nom. Voilà le voile qu'il faut déchirer. La foule n'a pas l'intelligence prompte, et les pauvres diables qu'on sacrifie sont les derniers à comprendre l'atrocité des combinaisons où ils sont broyés.

Ni l'honneur ne commandait, ni la patrie n'exigeait toutes les guerres que la France a payées depuis que je suis né. On a fait la guerre de 1870 pour conserver au fils de Napoléon III le bénéfice du Deux-Décembre ; on a fait la guerre de Tunisie pour les porteurs de bons tunisiens, comme on avait fait la guerre du Mexique pour les porteurs de bons Jecker ; on a fait la guerre du Tonkin pour les clients de Jules Ferry, la guerre du Dahomey pour trois commerçants de Marseille, et les expéditions de Guinée pour les clients du ministre Delcassé ; pour la société Suberbie et Cie, on a fait la guerre de Madagascar...

— Oh ! celle-là, gémit M. François Coppée, est horrible.

— Elle est instructive. Avec le rapport du député Cavaignac sur le budget du ministère de la guerre, elle éclairera probablement tous les Français qui ne souhaitent pas la fin de la France.

Le connaissez-vous, Cavaignac ? C'est un ancien ministre, un futur ministre : vous devez être de ce monde-là. Et son rapport, l'avez-vous lu ? C'est votre métier, puisque vous écrivez dans les journaux. Depuis vingt-deux ans, nous avons donné vingt-cinq milliards (1) pour ce que votre gouvernement appelle la « défense nationale ». Pendant que les gens tombent d'inanition dans les rues de Paris, ou se tuent par douzaines pour échapper à la misère, nous avons l'idée de consacrer un milliard par an à fabriquer des cuirassés, des canons, des fusils et des cartouches. Des malveillants soupçonnaient que ce milliard était pillé par une bande de voleurs; le rapport Cavaignac le démontre et la guerre de Madagascar le prouve.

Hein ? ce désordre, ce triomphe du pot-de-vin, cette organisation du vol, ce néant, cet « effondrement », comme dit Cavaignac lui même, de tout le décor ! Qu'est-ce que vous demandez à voir de plus ?

---

(1) Aujourd'hui, trente à trente-deux milliards.

Un an d'études, de marchés, de préparatifs, des tas de millions à dépenser, l'élite de l'armée à choisir, pas un ennemi en face, et quoi ? — la destruction de quinze mille des nôtres. Nous avions eu le Tonkin où la guerre, après dix ans, dure toujours. Nous avions eu le Dahomey, où les chefs de la Marine avaient refusé de soutenir les troupes de la Guerre, où le général s'était laissé surprendre jusque dans ses tentes par de misérables sauvages

Et nous avons Madagascar : c'est-à-dire la guerre coloniale faite suivant les règles de la guerre en Europe, comme en 1870 on a fait la guerre d'Europe d'après l'école de l'Algérie ; c'est-à-dire les ministres et les bureaux se combattant et sacrifiant à leurs haines mutuelles des milliers d'existences ; c'est-à-dire aussi pas de pain, pas de quinine, les blessés dévorés tout vifs par les vers, les moribonds employés à faire des croix pour la tombe des morts, les caïmans et les requins gorgés de chair française, des officiers occupés dans un Cabinet noir à dérober les lettres de leurs camarades pour tenir le pays dans l'ignorance du désastre, des journalistes allemands seuls admis à vérifier la détresse de l'armée française ; et des chefs ineptes, des bureaucrates féroces, ordonnant la mort de trois mille des nôtres pour la commodité d'un concessionnaire de mines. La voyez-vous, la route de Suberbieville, avec sa bordure de sépulcres, avec ses flaques de sang jailli des entrailles de nos soldats? Et voyez-vous les concussionnaires, tranquilles et confortables, avec des chèques sur leur bureau ?

Dans le même moment, en ce mois de septembre, avez-vous admiré la première page des journaux ? Après les trois colonnes funèbres abandonnées aux nouvelles de Madagascar, trois colonnes racontaient les merveilles des grandes manœuvres. Cette parade puérile devenait, pour une fois, sinistre.

Les salamalecs et les congratulations roulaient : « Général, vous avez été admirable ! » — « Général, vous êtes épatant ! » Les journalistes officieux proposaient que le généralissime fût proclamé *connétable !* Et tandis que le champagne coulait à flots, qu'on se décorait ferme dans les revues à vingt sous la place, quinze mille malheureux crevaient de fièvre et de désespoir dans les marais de Madagascar, avec des chefs affolés, pour des pots-de-vin.

Assez ! le rapport Cavaignac montre à quoi sert l'argent qu'on nous prend ; l'expédition de Madagascar montre à quoi sert le sang qu'on nous tire. Assez !

— Chut ! insinua le Patriote académique. Vous ne devez pas tenir tout haut un pareil langage. Ce que vous dites n'est que trop juste ; mais à le dire, on inquiète le patriotisme du peuple. On le démoralise ; on trouble sa confiance dans le gouvernement ; et la confiance dans le gouvernement est le plus saint des devoirs. Ménagez, respectez les susceptibilités du patriotisme.

— Du patriotisme ? ricana l'autre. Ah ! là là ! quel patriotisme ? Le vôtre, c'est possible. Pas le nôtre.

Le vôtre, je le connais. Il s'étale dans les assemblées de politiciens, et dans les cafés-concerts parmi les gravelures, entre le couplet sur les belles-mères et le couplet sur les cocus. C'est le patriotisme de Béranger : « le Vin, la Frrrance et les Gonzesses ». Prenez n'importe quel individu suspect, un ivrogne, un comique de beuglant, un souteneur, un débauché, un candidat dans son club, un député à la tribune, tout ce qu'il y a de trivial et de bas : c'est un patriote à votre manière. Ouvrez n'importe quel journal pornographique : je vous parie que c'est un journal « chauvin ».

Notre patriotisme, à nous, est une autre affaire.

Nous croyons être de bons citoyens en aimant nos concitoyens, en travaillant à leur bonheur. Mais nous ne croyons pas que le meilleur moyen de faire leur bonheur soit de tuer d'abord un million d'entre eux, et de vouer les autres à la douleur.

Nous sommes patriotes, parce que nous voulons la patrie plus riche, plus grande, plus libre.

Pour qu'elle soit plus riche, il ne faut point de guerre. Pour nous, un pays riche est un pays où le plus grand nombre possible de créatures humaines jouissent de la plus grande somme possible de bien-être : et non pas un pays où, sur la souffrance d'innombrables gueux, s'édifient quelques prodigieuses fortunes.

Nous voulons la patrie plus grande par le nombre, par l'énergie de ses enfants, par le développement de leurs individualités dont la somme compose la puissance nationale : et nous trouvons absurde la

sélection à rebours que la guerre pratique dans la nation. La nature avait posé des lois pour la conservation et pour le perfectionnement des espèces par l'élimination des individus malsains : la guerre, complétée par votre prétendue philanthropie, renverse ces lois salutaires et régularise l'abâtardissement, bientôt la destruction.

A grands frais, prélevés sur le travail des hommes sains, vous conservez soigneusement tout ce qu'il y a de pourri dans la nation ; vous faites durer et se reproduire tout ce que vous pouvez recueillir de phtisiques, de rachitiques, d'alcooliques, de syphilitiques, de scrofuleux. D'autre part, vous enrégimentez les mâles vigoureux pour les abrutir d'abord dans les casernes, et les égorger plus tard sur le champ de bataille. Le premier Bonaparte a fait tuer deux millions de Français ; le second un million. C'était, dans le premier et le troisième quarts du siècle, l'élite physique de la nation. Depuis, sans relâche, vous avez prélevé les plus vivaces et les plus forts pour en sacrifier cinquante mille au Tonkin, vingt mille aux quatre coins de l'Afrique. Cinquante mille autres sont revenus de ces contrées maudites, anémiés, épuisés.

Ainsi, depuis un siècle, la race française est continuellement saignée de son sang le plus riche; elle ne se reproduit que par les éléments corrompus, par le déchet; elle ne peut plus compter que des malades, des détraqués, des déséquilibrés, des dégénérés, au cerveau fiévreux, au corps débile. Elle cesse même d'en enfanter en nombre normal; la population de ce pays diminue, tandis que la population des pays voisins augmente rapidement. Car l'Allemagne, si féconde, se garde bien de détruire les meilleurs de ses fils; elle les garde, ou les exporte vivants, bien vivants. La France est devenue l'avant-dernier pays de l'Europe pour la population. *Une grande guerre encore, et la nation française est rayée du monde.* Nous ne le voulons pas, parce que nous sommes patriotes.

Nous avons assez du militarisme, de l'emprisonnement de la jeunesse entière aux heures décisives de son éclosion. Nous trouvons abominable qu'on arrache aux familles, pendant un an, leurs soutiens reconnus *indispensables* : est-ce que les politiciens se passeraient de manger pendant un an ?

Ce militarisme universel est la ruine de la société. Il active la dépopulation et la décomposition physique et morale du peuple; il amène et retient dans les villes les jeunes paysans qui ne retournent plus aux champs, ou qui ne savent plus y rester; il propage au fond des moindres hameaux les vices et les maladies terribles qui n'étaient connus autrefois que dans l'infection des grandes cités. Il prépare à la première dictature venue des millions de recrues, en brisant par la discipline idiote l'initiative, la volonté, la personnalité des jeunes hommes. Il multiplie les redoutables adeptes du nihilisme, en précipitant vers les diplômes exigés pour la dispense de deux ans une multitude de candidats qui dédaignent ensuite les travaux manuels, ne trouvent point de tra- intellectuels, et sont acculés par le désespoir à la révolte. Il pousse encore à la révolte les êtres droits et farouches qu'exaspèrent les fictions excessives de la hiérarchie militaire, ou qu'indignent les exemples trop fréquents de brutalité, de féroce injustice.

Nul ne passe impunément par ce lieu de souillure et de dépression qu'est la caserne. Les plus purs y perdent la fleur de délicatesse nécessaire à la perfection de l'honnête homme. Les plus sains en rapportent sinon de la grossièreté, du moins un défaut de dégoût devant la grossièreté.

Voulez-vous la preuve de cette diminution morale? Deux peuples, dans le monde, ont conservé la plus grande somme d'énergie et de puissance active; c'est chez eux que l'individu est le mieux caractérisé, que l'homme est le plus fort et le plus hardi : c'est chez eux, c'est chez les Anglais et les Américains, que le militarisme n'existe pas, que la vie militaire est méprisée. Refusent-ils de se plier au militarisme parce qu'ils sont restés des Hommes, intégralement? Sont-ils restés des Hommes parce que leur situation géographique les préserve du militarisme? Il n'importe; la conclusion ne change pas.

Patriotes, nous voulons la patrie grande par l'esprit. Nous rêvons pour elle la véritable hégémonie, qui est celle de la pensée. Qu'elle règne par les lumières, par les lettres, par les arts, par l'influence des hommes vraiment humains, et non par la triste célébrité des soudards. Un grand pays est celui qui

produit des créateurs; le pays qui produit des destructeurs n'est qu'une caverne de brigands.

Patriotes, nous voulons avant tout la patrie libre.

Et la guerre est l'origine de toute oppression, de toute servitude. Elle est le plus fort obstacle à l'établissement de la justice sociale que nous voulons fonder; car elle est l'expression extrême de la violence et de l'injustice. La guerre est l'origine du gouvernement tel qu'il existe, et tel qu'il faut le détruire. Elle exige la subordination complète, l'obéissance aveugle aux ordres du chef; elle y brise les volontés. Après la paix, l'effet se prolonge.

L'ancienne dictature royale était le produit de dix siècles de combats. La dictature césarienne, créée par Bonaparte à la faveur de la guerre, a été tellement consolidée par ses quinze années d'état de siège qu'elle survit intacte à toutes les révolutions apparentes. Exercée sous le couvert d'un gouvernement dérisoire et d'un parlement grotesque par une Bureaucratie anonyme, irresponsable, elle pèse plus lourdement qu'au temps de son fondateur sur les épaules et sur le cerveau du peuple.

Regardez devant vous, sur cette planche du tramway : « Défense aux voyageurs de se tenir debout ». Pourquoi? parce qu'il y a du danger? Non : « Par décision de M. le préfet de police. » Le risque de se casser la figure n'est rien pour les Français; la décision de l'Autorité parle seule à leur esprit. Ce petit trait résume le caractère national. Un peuple d'hommes est devenu un peuple de serfs et de domestiques, incapable d'une pensée spontanée, d'une volonté propre. Et comment? pour avoir laissé s'établir et se fortifier un régime militaire; en d'autres termes, pour avoir trop aimé la guerre.

Chaque nouvelle guerre est l'occasion d'un nouveau bail avec le système dictatorial. Quel glorieux imbécile une guerre victorieuse nous donnerait-elle une fois de plus pour maître?

La guerre est le prétexte et le fondement du gouvernement *maximum*. Nous voulons, nous, le gouvernement *minimum*...

— Bien, dit M. Coppée. Je vous comprends sur ce point; car je suis un vieux libéral. Mais vous raisonnez théoriquement. Vous omettez un fait : Nous sommes des vaincus. Voulez-vous l'oublier? passer l'éponge?

— Des vaincus? reprit le jeune homme. Je l'avais lu dans les histoires; mais j'ai besoin, pour en être sûr, que vous me l'affirmiez, vous qui avez vu les choses de vos yeux.

Depuis que je suis en âge d'écouter, je n'entends que des dithyrambes en l'honneur de chefs dont je croyais que la stupidité ou la trahison avait causé d'horribles malheurs ; je vois qu'on leur élève des monuments après leur mort, et même qu'on leur décerne l'apothéose de leur vivant ; que penser ? Dans les livres, je ne trouve que le récit de faits d'armes extraordinaires, accomplis par nos armées. Dans les expositions de peinture, j'admire chaque année des massacres d'Allemands, des défilés de blessés et de prisonniers allemands. On célèbre les anniversaires de la guerre ; on veut en perpétuer le souvenir par des décorations spéciales. Je suis très perplexe. Je me demande si les histoires ne m'ont pas menti. A moins de supposer que mes concitoyens sont dénués de sens moral...

— Vous raillez tristement, interrompit le Poète. Nous n'avons pas été seulement vaincus ; notre territoire est mutilé. Voulez-vous oublier aussi l'Alsace et la Lorraine ?

— Les Français, dit l'autre, sont de mauvais joueurs. J'ai entendu mille fois lancer des imprécations contre l'empire, parce qu'il a laissé le territoire amoindri. Cependant, il a perdu trois départements, il en a gagné trois, il en a laissé en définitive le même nombre de quatre-vingt-six qu'il avait trouvé. Où est la diminution ? Et si l'humiliation est dans la diminution, où est l'humiliation ?

Mais tel est le tempérament national. La guerre, comme la spéculation est un jeu. Quand nous jouons, nous voulons toujours gagner, jamais perdre. Si nous gagnons, tout le monde doit être content ; si nous perdons, nous maudissons le ciel et la terre. Nous sommes comme les souscripteurs de Suez et de Panama, qui trouvent tout naturel d'avoir réalisé de gros bénéfices à Suez, et monstrueux d'avoir subi de grosses pertes à Panama. De même, nous gardons mémoire des pendules et des bouteilles de vin que nos grossiers vainqueurs nous ont ravies, sans considérer combien de fois nous avons enrichi la France des dépouilles de l'Europe. On vient de publier,

pourtant, de nombreuses confessions de soudards illustres, qui racontent leurs pillages avec beaucoup de sincérité. Allez ! nous ferions bien de ne pas tenir des comptes si exacts de nos griefs, pour ne pas donner aux autres l'idée d'établir la balance.

Qu'est-ce que vous avez à leur offrir, à nos frères d'Alsace et de Lorraine ? le bien-être ? un gouvernement honnête et libéral ? tout ce que vous n'êtes pas capables de vous donner à vous-mêmes ?

Vous voulez reprendre l'Alsace et la Lorraine *par la guerre*. Elles serviront de champ de bataille. Vous savez ce que seraient les armées, ce que seraient les moyens de destruction. De la Moselle au Rhin, que resterait-il de vivant, homme ou bête? que resterait-il debout, arbre ou maison ? Vous êtes pour nos provinces comme la Mauvaise mère pour l'enfant que Salomon proposait de couper en deux. Nous, nous sommes comme la Bonne mère : nous aimons mieux nos frères séparés de nous et vivants, que réunis à nous dans la douleur et dans la mort.

Chacun, n'est-ce pas, aime à sa manière ceux qu'il aime.

Enfin, quand nous les aurions reprises, dépeuplées et dévastées, serait-ce fini ? Les patriotes allemands de votre espèce jureraient qu'il faut recommencer la partie. La guerre appelle la guerre indéfiniment. Or, je vous l'ai dit : nous avons autre chose, nous avons mieux à faire. Nous avons la justice sociale à fonder.

— La justice sociale, ce serait beau ! confessa le poète des Humbles... Mais abandonner un morceau du sol de la patrie !

— Je me demande, poursuivit l'inconnu en s'animant, comment vous osez parler de l'inviolabilité de la patrie, vous qui violez tous les jours la patrie des autres hommes !

Notre histoire nationale n'est tissue que de ces violations, dont elle tire toutes ses gloires. C'est ce qui a perverti le jugement du peuple.

Je me demande comment vous osez enseigner à nos enfants, dans vos écoles, le devoir d'aimer la patrie et de la défendre jusqu'à la mort, quand vous vous emparez, dans toutes les parties du monde, de la patrie des peuples moins bien armés que vous. Dépouillés par les Allemands plus forts, vous vous

vengez en dépouillant les Arabes, les Annamites, les Hovas plus faibles ; vous en faites la proie de vos vices, et les victimes de vos préteurs cupides. Vous traitez ici de héros ceux qui ont combattu pour notre patrie, et d'assassins ceux qui les fusillaient ; mais vous traitez ailleurs d'insurgés, de rebelles, de pirates, et vous fusillez sans merci les hommes qui défendent contre votre avidité leur indépendance, leurs foyers, les ossements de leurs pères.

Ah ! vous protestez contre le triomphe de la force brutale? Vous invoquez le Droit? Eternels Tartufes ! Comme vous avez deux morales et deux justices, pour les riches et pour les misérables, vous avez deux Droits, suivant que vous êtes les volés ou les voleurs!

Vous parlez emphatiquement de la Justice immanente des choses ; et vous ne comprenez pas que les violences que vous avez subies, que vous subirez peut-être encore, sont le châtiment des violences que nos pères ont commises et que vous persistez à commettre !

— Mais renoncer ! renoncer ! gémit avec une émotion sincère le Barde académique. Le peuple ne renoncera jamais !...

— Le peuple de France renonce. Vous avez constaté son enthousiasme inouï pour l'alliance russe. Vous sentez que la pensée persiste et se confirme. Ces Cosaques, que les patriotes de votre sorte, mais de la génération précédente, poursuivaient de leur haine et de leurs injures, ces Cosaques tant de fois voués à l'exécration *éternelle* des Français, nous les chérissons aujourd'hui.

Eh bien ! qu'est-ce que l'alliance russe, sinon le maintien de l'état territorial actuel ? La Russie ne nous offre pas son appui pour recouvrer nos provinces; au contraire, elle nous le refuse ; elle veut conserver la paix, et l'état territorial actuel. Et le peuple de France accepte, il approuve, il se jette avec reconnaissance dans les bras des Russes, aux pieds de leur Empereur. Est-ce clair?

— C'est impossible, protesta M. Coppée. Le peuple ne l'entend pas ainsi. En tout cas, nous ne voulons pas le savoir, nous qui étions déjà des hommes pendant l'horrible année. Nous ne renonçons pas. Nous ne renoncerons jamais!

— Ah ! Farceur impudent ! clama rageusement le jeune homme. Vous ne renoncez pas ?

Que faites-vous donc depuis *vingt-cinq ans?*

Tenez : j'ai dans ma poche une montre qui ne vaut pas cher; mais j'y tiens parce que c'est le seul objet qui me vienne de mon père. Supposez que vous me l'ayez prise, étant mieux nourri et plus vigoureux que moi : croyez-vous que j'attendrai *vingt-cinq ans* pour vous l'arracher ou pour me venger de votre violence ?

Vous voulez reprendre l'Alsace et la Lorraine! Vous êtes debout, menaçant, brandissant votre sabre et criant à votre ennemi : « Attends un peu ! Attends un peu ! »... Ah ! là là ! Asseyez-vous donc et taisez-vous ; vous vous fatiguez. Il vous attend depuis *vingt-cinq ans*, votre vainqueur : et vous n'avez pas bougé.

En 1806, les Prussiens étaient écrasés, leur pays démembré, toutes leurs places occupées par l'envahisseur. Ils n'ont pas fait de vains discours pendant un quart de siècle. En 1813, *sept ans* après, ils étaient vengés. Et vous ?

Vous ne pouvez plus vous passer de l'Alsace et de la Lorraine ? Vous vous en êtes bien passés pendant *vingt-cinq ans*. Qu'est-ce qui vous prend aujourd'hui?

Peut-être qu'ayant tâté de la guerre une fois, vous ne vouliez pas recommencer vous-mêmes. Vous avez attendu l'âge où vous échappez aux lois de recrutement. Le jour où vous êtes en sûreté, vous voulez envoyer les autres à la mort.

Vous nous reprochez, à nous, jeunes hommes, d'être trop calmes, trop oublieux, trop patients. Mais vous l'avez été, vous, oublieux ou patients, pendant *vingt-cinq ans*.

Ce n'est pas nous qui avons été vaincus : c'est vous! Ce n'est pas nous qui avons une revanche à prendre : c'est vous. Pourquoi ne l'avez-vous pas prise en *vingt-cinq ans?* Il vous faut aujourd'hui l'Alsace et la Lorraine ; vous voulez que nous allions les reconquérir ; pourquoi n'avez-vous pas su les garder? Vous voulez nous faire tuer ; pourquoi n'avez-vous pas su vous battre?...

A ces mots, le poète crut recevoir un soufflet. Il tressauta, tout pâle de colère, et dit d'une voix tremblante à l'insolent inconnu :

— Silence, jeune homme ! Vous blasphémez. Vous outragez les morts.

— Pas de grands mots ! répliqua l'autre. Les morts,

je les vénère. Amenez-les ici : nous causerons. Seulement, voilà; ce sont toujours les mêmes qui meurent : les naïfs. Les autres, les malins, ne meurent pas.

Vous n'êtes pas mort, illustre maître. Les malheurs de la patrie, vous y avez survécu ! Vous n'êtes pas mort, puisqu'après *vingt-cinq ans*, vous voilà bien vivant, pérorant, prêchant, cabotinant, vendant très cher des vers qui ressemblent à de la prose la plus vulgaire, de la prose qui ressemble à de la limonade purgative, et rédigeant des prospectus pour les stations thermales.

Vous n'êtes pas mort pour la patrie Qu'est-ce que vous avez fait en 1870? Vous l'avez raconté vous-même, assez souvent, comme toutes vos petites affaires. En 1870, vous faisiez l'exercice sur la place du Château-d'Eau, et puis vous alliez jouer au bouchon sur les fortifs. Eh bien, dites donc ? Vous avez écrit quelque chose sur la prise de Saragosse : « En l'an 1809... » Avez-vous lu l'histoire des deux sièges ? Ils ne jouaient pas au bouchon, les compagnons de Palafox...

Vous êtes des cabotins. Je suis allé une fois à la Chambre des députés. Il y avait à la tribune un bonhomme gros et court, avec des yeux louches, une voix de polichinelle; il débitait une harangue furieusement patriotique. Je pensai qu'il avait survécu à des luttes épiques et qu'il avait livré des batailles à lui tout seul. Je m'informai. Ce bonhomme était le Garde des Sceaux. Pendant la guerre, il avait rédigé des dépêches terribles, ordonnant aux généraux et aux soldats de « se faire tuer jusqu'au dernier ». Mais lui-même ? Il devait avoir alors dans les vingt-cinq ans : le bel âge ! Il ne toucha pas un fusil, mais se chauffant les pieds à l'abri, dans une confortable préfecture, il expédiait les autres à la mort. Dam ! S'il s'était fait tuer, il n'aurait pas pu devenir ministre vingt ans plus tard.

Toutes les fois que j'ai entendu un héros de votre âge fulminer, gourmander la jeunesse, et que j'ai demandé combien cet homme avait, pour sa part, exterminé d'envahisseurs, j'ai su que c'était l'être le plus pacifique et le plus ménager de sa peau, et qu'il avait passé l'année terrible à matriculer des bidons dans le magasin d'un bataillon sédentaire...

Ah! les vengeurs! *Vingt-cinq ans!* c'est après *vingt-cinq ans* que ça les reprend. Et les Prussiens, eux, étaient vengés au bout de sept ans! et vengés de Napoléon. C'étaient les soldats d'Iéna qui se vengeaient à Leipzig...

Cruellement ému, l'Académicien voulut blesser à son tour son adversaire :

— Si vous jugez, dit-il, que nous fûmes trop prudents, pourquoi ne l'êtes-vous pas moins? Vous êtes jeunes : pour être assez brave, quand on a votre âge et qu'on est de notre race, il faut l'être trop!... Mais vous tenez à la vie. Vous avez peur de la mort.

— Ce que vous entendez par « bravoure », répondit le jeune homme avec un rire dédaigneux, c'est comme ce que vous entendez par patriotisme : pas grand'chose.

De votre bravoure, nous en sommes toujours capables. Quand j'entends le canon, le clairon, ou que j'assiste à une revue, au défilé d'un seul régiment, cette bravoure-là s'échauffe en moi. Tous les vieux instincts des chasseurs, des pirates, des batailleurs qui furent mes ancêtres, à moi, fils des Romains, des Gaulois, des Francs et des Normands, s'allument et me brûlent le sang. Au milieu de la fusillade et des hurlements, je suis tout prêt à tirer des coups de fusil et à me précipiter en hurlant n'importe où. Je me sens très bien devenir une brute, une bête sanguinaire, un « brave ».

Mais c'est en ce moment-ci que je suis un être raisonnable, un homme.

Vous savez qu'avant la bataille, on distribue de l'alcool aux soldats. Voilà ce que vous appelez le courage : une ivresse, — un accès d'alcoolisme.

C'est la bravoure des hommes que vous admirez et que vous chantez; c'est la bravoure de vos héros. Pour vous, les braves des braves, c'est Ney, c'est Murat, — braves comme leur cheval.

Nous, nous avons observé que la lâcheté morale est ordinairement en proportion de cette frénésie factice que vous nommez bravoure. Nous avons observé que tous ces soudards intrépides, il est vrai, dans le combat, ont accumulé dans leur vie d'hommes privés et de citoyens, aux jours critiques, les parjures, les trahisons et les bassesses.

Le courage n'est pas de se soûler, de hurler, d'égorger. Le courage est de montrer partout une âme ferme, maîtresse d'elle-même et sûre de sa volonté.

Vous croyez me piquer en insinuant que nous tenons à la vie, que nous avons peur de la mort. Ah! la vie telle qu'elle est, dans la Société telle que vos vices et vos fautes nous l'ont faite, n'est pas assez bonne pour qu'on y tienne!

Non. Nous sommes prêts à la mort. Nous aimons la mort comme notre suprême ressource contre les tyrannies, comme notre refuge assuré contre les férocités et les vilenies, à l'heure où nous en aurons assez de souffrir et de désespérer.

Nous aimons la mort parce qu'elle nous fait vraiment nos maîtres. Ne le voyez-vous pas? Ne voyez-vous pas chaque jour, dans ce Paris que vous prétendez connaître, se tuer des jeunes gens, des adolescents, des enfants? Cette génération ne redoute pas la mort : elle s'y précipite.

Mais nous entendons mourir à notre heure, et pour la tâche que nous aurons choisie.

Notre vie est à nous ; nous ne possédons pas autre chose : raison de plus pour que nous en disposions seuls, à notre gré. Nous mourrons pour notre œuvre. Nous mourrons au besoin pour empêcher la vôtre de s'accomplir.

Mais nous ne voulons pas mourir pour vos ambitions, pour vos spéculations, pour vos jouissances. Nous ne voulons pas mourir pour vos tripotages, pour votre cabotinage.

Comprenez-vous?

— Il y a quelque chose, dit M. François Coppée, que je ne comprends pas encore. Vous ne voulez pas la guerre. Mais comment l'empêcherez-vous? Depuis que l'humanité existe, la guerre se fait ; et depuis que la guerre se fait, il y a des gens qui ne la veulent pas. Elle a été maudite en vers et en prose, dans tous les temps et dans toutes les langues. Nous avons des Ligues de Vieux messieurs contre la guerre qui ne me paraissent pas plus efficaces que les Ligues de Vieux messieurs contre la prostitution. Pendant qu'elles délibèrent et qu'elles rédigent des vœux, on se bat un peu partout. Vous qui ne voulez pas la guerre, avez-vous un moyen de l'empêcher?

— Sans doute, affirma l'inconnu.

— Vraiment? demanda le poète, en jetant sur son voisin un regard inquiet.

— Vous pouvez m'en croire. Et je n'en suis pas l'inventeur. On l'a déjà proposé sous forme législative. Il ne s'agirait que de faire adopter chez quelques grandes nations une loi ainsi conçue :

ARTICLE Ier. — En cas de guerre, le Souverain, les princes, les membres du gouvernement et les membres du parlement formeront un bataillon d'honneur que le général en chef placera, dans chaque rencontre, en première ligne jusqu'à complète extinction.

ARTICLE II. — Après la guerre, tous les individus qui auront contribué pour une part et d'une manière quelconque à la rupture de la paix, ou qui auront tiré de la guerre un profit quelconque, moral ou financier, seront livrés aux parents des morts, qui disposeront d'eux à leur gré.

Leurs biens seront le patrimoine des orphelins pauvres.

Alors plus de guerre à craindre. La guerre est finie. L'humanité respire, et travaille en sûreté.

— Il n'y a qu'un petit inconvénient à votre projet, insista M. Coppée. Les lois sont proposées par les gouvernements et votées par les parlements. Vous devez compter que jamais gouvernement ne proposera, que jamais parlement ne votera la vôtre. Voyez notre Chambre des députés : quand elle s'occupe du service militaire de ses membres en temps de guerre, c'est pour les mettre à l'abri, loin des mauvais coups, à portée des affaires fructueuses. Alors?

— Alors ? reprit l'inconnu, tranquillement. Alors, il faut supposer que la loi en question est votée, et l'exécuter comme si elle l'était en effet.

— Oh ! Oh ! Et comment, s'il vous plaît ?

— C'est extrêmement simple. Je prends deux exemples.

Je veux dire que, si mon père avait été tué dans la guerre de 1870, Bismarck ne traînerait pas une paisible vieillesse, accablé d'argent et d'honneurs; il n'aurait plus depuis longtemps de démêlés avec son empereur.

Je veux dire que, si mon frère avait péri dans la guerre du Tonkin, Jules Ferry ne serait pas mort au Luxembourg, président du Sénat.

Vous saisissez ?

— Mais vous prêchez l'assassinat ! s'écria, bouleversé, le dispensateur des prix Monthyon.

— Pas du tout, dit l'autre. Suivez bien mon raisonnement. Quoique vous aligniez des « vers », vous n'êtes pas assez poète pour que votre esprit répugne à la précision. Je précise.

Quand un homme vole cent francs ou cent sous, c'est un voleur ; il est flétri, condamné. Quand un homme vole dix millions, c'est encore un voleur.

Trop longtemps, il est vrai, le culte de l'argent a fait durer le préjugé contraire. Dernièrement encore, les juges brevetés de l'honneur français, le Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, c'est-à-dire les principaux *Hommes-d'honneur* professionnels, ont déclaré qu'un voleur qui avait beaucoup volé, qui pouvait leur donner à dîner ou à chasser ou leur prêter beaucoup d'argent, était aussi un *Homme-d'honneur*. Mais le blâme unanime qui a flétri leur arrêt annonce que le préjugé n'existe plus. Il est à peu près admis, désormais, que le voleur de dix millions est dix mille fois plus voleur que le voleur de cinquante louis.

Or, le préjugé qui va disparaître quand il s'agit d'argent, subsiste encore intact quand il s'agit de meurtre. Il faut le détruire pour le meurtre comme on l'a détruit pour l'argent.

L'homme qui tue un autre homme pour satisfaire sa haine, ou qui tue seulement une vieille femme inutile pour lui prendre quelques pièces d'argent est réputé assassin : on le condamne, on l'exécute. Mais l'homme qui fait tuer, par monstrueuse ambition ou par monstrueuse cupidité, dix mille, cent mille, cinq cent mille créatures humaines, au lieu de le nommer assassin, on le qualifie grand ministre, grand homme d'Etat, grand homme !

C'est absurde.

C'est un scandale intolérable que Lebiez ou Gamahut soit guillotiné, tandis qu'un Bismarck jouit de la vie impunément, insolemment, au milieu des orphelins dont il a tué les pères. Rien n'est plus propre qu'un tel rapprochement à ruiner la notion de justice.

La logique, la vérité s'exprime ainsi : — celui qui tue un homme est un assassin, et mérite la mort ; — celui qui tue dix mille hommes ou cent mille hommes

est dix mille ou cent mille fois plus assassin ; il mérite la mort ; il est déplorable qu'on ne puisse le tuer qu'une fois.

La plupart des opinions actuelles des hommes ne sont que des conventions, héritées d'ancêtres sauvages ou bornés. A ces conventions, il faut substituer des conventions mieux raisonnées, plus raisonnables. Une fois exprimée, toute idée chemine. Elle va d'autant plus vite qu'elle existe en germe dans un plus grand nombre de cerveaux, qu'il s'agit seulement d'accoucher. La convention nouvelle, fondée sur la logique et l'équité, sera : que l'assassin de dix mille, de cent mille hommes doit être tué dix mille, cent mille fois plus nécessairement et plus justement que l'assassin d'un homme.

— Cependant, objecta le Moraliste de l'Odéon, la vie humaine est toujours sacrée.

L'autre pouffa de rire :

— Eh! si la vie humaine est sacrée, que Messieurs les gouvernants commencent.

Ils font des congrès de grandes puissances et des traités solennels pour sauvegarder la vie des phoques. Ne peuvent-ils s'entendre aussi pour respecter la vie des hommes ?

Quoi ! Leur vie serait sacrée pour nous, et la nôtre n'est pas sacrée pour eux ?

Ils font des lois contre l'assassinat et contre le duel pour empêcher qu'un citoyen n'en tue un autre. Il y en a même qui font des lois contre le suicide pour empêcher qu'un homme ne dispose de ce qui lui appartient le plus en propre : sa vie. Mais ils se réservent de disposer de notre existence à tous. Quelle extravagance !

Ils avouent par là qu'ils ne regardent nullement la vie humaine comme sacrée, mais qu'ils regardent les citoyens comme un bétail dont ils ont le droit exclusif d'utiliser la peau, la chair et le sang.

— Enfin, un assassinat est toujours un assassinat, dit M. Coppée. Si vous assassinez même un criminel, vous serez un assassin.

— Mais non ! Mais pas du tout ! soutint le jeune homme.

Raisonnons. Dupont, par vengeance, tue Durand d'un coup de couteau ; puis M. Deibler tue Dupont d'un coup de guillotine. Qui est l'assassin ? C'est

Dupont, et non Deibler. L'assassin est le premier qui a tué ; celui qui tue l'assassin n'est qu'un justicier.

— Voyons ! persista l'honnête rimeur. Lorsque le bourreau décapite un criminel, il exécute la sentence d'un tribunal. Quel tribunal aura prononcé la sentence contre l'auteur ou contre les auteurs d'une guerre ?

— C'est, dit l'inconnu, le premier des tribunaux : le tribunal de la conscience humaine.

Il s'agit, n'est-ce pas, de créer une juridiction nouvelle. Toutes les juridictions ont débuté de la même façon Partout le Franc-Juge a précédé le juge domestiqué. Partout le magistrat Lynch, opérant au grand soleil, a précédé le magistrat Bridoison, embusqué dans une geôle. Partout un bout de corde au bout d'une branche ou la balle d'un revolver a précédé l'échafaud.

Quand la justice « irrégulière » a fonctionné quelque temps, elle se « régularise », revêt des formes ridicules, des robes, des toques, et devient une justice « régulière ». Mais il faut toujours commencer par l'acte de justice individuel. Commençons!

Si un homme a tué mon père ou mon frère, que cet homme soit un escarpe, un ministre, un empereur, il faut qu'il soit tué. Je décrète, moi, sa mort.

Si la Société, dans l'intérêt de l'ordre public, se charge de l'exécution, je me désiste de mon droit ; je suspends — conditionnellement — l'accomplissement de mon devoir. Mais si la Société ne se substitue pas à moi, si elle n'exerce pas le droit de vengeance que je lui déléguais, je le reprends, et je l'exerce moi-même.

Pour l'escarpe, le ministre ou l'empereur, que le bourreau fonctionne ! Si le bourreau manque, je serai le bourreau.

— Vous serez un assassin, répéta le poète.

— Je ne serai pas un assassin, répéta l'autre. Ma conscience me dira que j'ai fait justice. Et je m'en rapporterai, d'ailleurs, au témoignage des mères, des sœurs, des fiancées dont j'aurai vengé les fils, les frères et les amants.

Alors la guerre sera finie. Les hommes qui se trouvent en position de déchaîner sur l'humanité l'épouvantable fléau ne s'y résoudront jamais, quand ils sauront que leurs victimes ont quelque part, dans

la foule mystérieuse, un vengeur tout prêt ; quand ils sauront que leur vie répond de la vie des peuples.

— Ainsi, demanda M. Coppée, vous êtes le « vengeur tout prêt » ? Ayant conçu l'idée, vous l'exécuterez ?

— Il est propable que non, déclara l'homme, cyniquement. Car je suis « brûlé ».

D'autres s'en chargeront. Il suffit que l'idée soit répandue. Beaucoup d'hommes ne sont qu'*un bras ;* d'autres sont *une tête*. Il faut garder les têtes, tant qu'il y a quelque chose dedans : et la mienne contient encore quelques idées capables de troubler l'impunité des oppresseurs, des exploiteurs et des égoïstes.

— Vous osez propager celle-ci !

— Je l'ose.

« Celui qui a la vérité de son côté est un sot aussi bien qu'un lâche, quand il a peur de la confesser à cause du grand nombre des opinions des autres hommes ».

— Toute vérité n'est pas bonne à dire, murmura M. Coppée, — et les vôtres sont terribles.

— Toute vérité doit être dite, répliqua le voyageur.

Toute dissimulation d'une parcelle de la vérité cache un piège, présage un crime, annonce une infamie. C'est à cause de la dissimulation des vérités salutaires, que souffre encore toute l'humanité souffrante. Nous les crierons sur les toits.

*
* *

Le tramway venait de dépasser l'Eldorado. Sans même saluer le grand poète, le jeune homme descendit et disparut dans le passage Brady.

Cette brochure à été publiée pour la première fois en 1895.

L'édition originale se trouve chez CHAMUEL, éditeur, 5, rue Savoie.

APPENDICE

CEUX QU'ON PAYE

Il y a une légende plus impudente encore que la légende de l'honneur, de la loyauté, de la probité militaire. C'est la légende du désintéressement militaire.

Les feuilles de corps de garde et de sacristie glorifient quotidiennement le désintéressement sublime de l'officier.

Le général Lambert, celui-là même qui avait volé les états de service d'un modeste commandant, réclamait la vénération nationale « *pour les hommes dont le métier est de se faire tuer, non pour 25 francs par jour, mais* **pour rien**, *au premier appel de la Patrie !* »

Pour rien !

Elle est bien bonne.

Qu'un général soit assez menteur pour écrire de pareilles bourdes, nous savons qu'il ne faut pas s'en étonner.

Le malheur est qu'on trouve en foule des Français assez stupides pour y coire.

Il y a certainement des hommes qui servent *pour rien* et qui meurent *pour rien*, à l'appel de la Patrie.

Il y en a des millions. Et c'est nous, les citoyens, nous, les simples soldats qu'on enferme à la caserne, qu'on pousse au champ de bataille, qu'on traîne à la boucherie, sans que nous demandions rien, sans qu'on nous donne rien — ni pour nous — ni pour ceux que notre absence condamne à mourir.

Mais les officiers !

D'abord, ils ne sont jamais soldats. Ils ne connaissent pas l'ignominie de la caserne. Et nous les payons. Nous les payons cher.

Un commandant gagne 5,508 francs.

Un lieutenant-colonel, 6,588 francs.

Un colonel (solde et frais de service), 10,368 francs.

Un général de brigade (solde et frais de service) 15,930 francs.

Un général de division (solde et frais de service), 26.874 francs.

Un commandant de corps d'armée, 30,240 francs.

Un membre du conseil supérieur de la guerre, 33,858 francs.

Un gouverneur militaire de Paris, 44,442 francs.

Quels sont, parmi les fonctionnaires civils, les fonctionnaires honorables, les fonctionnaires utiles, ceux qui touchent de pareils traitements ?

Mais ce n'est pas tout.

Ne parlons pas, bien entendu, des profits illicites, réalisés par *le brigandage* colonial, *la concussion*, *le vol*, *les pots-de-vin*, qui sévissent du haut en bas de l'échelle hiérarchique et dont les exemples-types ont rempli le rapport Cavaignac, le rapport Pelletan, cinquante arrêts de 28 cours d'assises, mille arrêts de conseils de guerre, des milliers de rapports du contrôle.

Ne considérons que les profits avoués, autorisés ou tolérés : logements somptueux pour les grands chefs, écuries, chevaux, domestiques innombrables, soldats larbins, soldats-cuisiniers, cochers, palefreniers, soldats-professeurs pour les enfants, soldats-séminaristes pour servir de chapelains à la générale ou à la colonelle, tarifs réduits sur les chemins de fer.

Et des pensions de retraite : des pensions pour la veuve, des pensions pour les enfants, des pensions doubles et héréditaires comme à Madame Klobb, des bourses et des trousseaux pour les enfants dans les lycées puis dans les grandes écoles, des bureaux de tabac, des places de toute sorte, des croix de la Légion d'honneur, *seules payées.*

L'honneur de la croix suffit, tout sec, aux civils.

Pour un militaire, il n'y a de l'honneur que s'il y a de l'argent au bout.

Et les indemnités variées, les indemnités de monture (180 et 360 francs), les indemnités de transport, les indemnités de séjour dans les grandes villes (2 francs 50 et 5 francs par jour à Paris).

Dans un seul chapitre du budget, on trouve une nomenclature de ces indemnités dépassant **11 millions.** Il s'en cache dans tous les coins.

Les grands généraux, à Paris, s'allouent chacun 15,000 francs de frais de service, 1.800 francs de frais de résidence, des bureaux, des écuries, des chambellans, des cochers, des grooms, des valets, des porte-fanions (?). En outre, des indemnités de voyage à raison de 0,50 centimes par kilomètre.

Alors, ils passent leur temps en chemin de fer ; suivant leur expression, **ils font suer le kilomètre.** On en connait qui réalisent ainsi un modeste revenu de 70,000 francs à 80.000 francs par an.

Voilà pour le temps de paix.

Vienne la guerre, tous les Français quittent leur foyer, leur famille, sans toucher un sou. S'ils ne reviennent pas, leur veuve et leurs enfants crèveront de faim.

Mais les officiers, que nous avons grassement entretenus pendant la paix, ne partent pas à la guerre avant que nous n'ayons encore empli leurs poches. Il leur faut des indemnités d'entrée en campagne de 500 à 7,000 francs, des indemnités de marche, 10 fr. 50 par jour en sus de la solde, des indemnités pour pertes d'effets et de chevaux, etc.

De l'argent, de l'argent, toujours de l'argent.

De l'argent pour ne pas se battre, de l'argent pour aller se battre, de l'argent s'ils reviennent, de l'argent à leur famille s'ils ne reviennent pas — par hasard, car ils courent six à sept fois moins de risques de mort que nous.

Fameux, hein ? leur désintéressement...

Nous serions bien reçus, nous, les soldats, si nous réclamions 7,000 francs en espèces, pour commencer, avant de répondre à l'ordre de mobilisation.

Mais nous servons pour rien, *nous* ; nous nous battons pour rien, *nous* ; nous mourons pour rien, *nous*.

Les officiers servent pour l'argent : ils ne se battent qu'après avoir palpé la forte somme. Ils sont des mercenaires. Ils sont les seuls Français qui vendent leur sang à la Patrie, quand les autres le donnent.

En somme, le métier d'officier est à l'heure actuelle un des plus lucratifs qu'on puisse exercer dans ce pays. D'où son prestige auprès des filles à marier, des filles tout court et de la valetaille césarienne.

(*Aurore*, 19 février 1900.)

*
* *

Aux innombrables bénéfices réalisés par les officiers en temps de paix, la guerre et les expéditions coloniales ajoutent de gras revenus. Dans la relation de son voyage *Au Congo*, M. le baron de Mandat-Grancey, ancien officier, notabilité cléricale et nationaliste, écrit ceci :

Je lisais dernièrement les détails de la capture de l'almamy Samory, le 3 octobre 1899, par le capitaine Gouraud et lieutenant Jacquier. Ils ont pris en même temps son trésor, qui contenait 250,000 fr. en or, et 1,500 chevaux.

Je ne sais pas ce que valent les chevaux au Soudan ; mais je sais qu'ils y sont assez rares et par conséquent chers.

Mettons qu'ils coûtent en moyenne cent francs. Cela fait donc en tout **400,000 francs au moins qui revenaient aux capteurs.**

Car la loi est formelle. Ouvrez le règlement du service en campagne — décret du 28 mai 1895, art. 109. Vous y verrez écrit tout au long :

Les prises faites par les détachements leur appartiennent.

Et un peu plus loin :

Les chevaux enlevés à l'ennemi sont vendus et le prix en est distribué aux capteurs

D'après ces tarifs, le capitaine Gouraud avait droit probablement à une quarantaine de mille francs.

Est-ce que ce texte et l'exemple dont il est illustré ne jettent pas une lumière éclatante sur la moralité militaire d'abord ? sur la politique coloniale de la République, ensuite ?

Depuis vingt-cinq ans, la France a été engagée dans une foule d'entreprises coloniales sans en avoir *voulu* aucune. En Afrique notamment, la guerre sévit en permanence. Les colonnes expéditionnaires, les missions guerrières et les explorations à coups de fusil n'ont jamais cessé.

Les ministres ont eu beau faire des promesses répétées au Parlement, les Chambres ont eu beau voter et revoter des ordres du jour pour décider « que l'ère des conquêtes était close, que l'ère de l'organisation s'ouvrait » — jamais les militaires n'ont consenti à remettre le sabre au fourreau. Ils ont fait de l'Indo-Chine, de Madagascar, du Soudan, comme autrefois de l'Algérie, des « territoires de chasse ».

On disait : chasse aux galons, chasse aux décorations,

Il faut ajouter : chasse aux écus.

Ce n'est pas seulement pour fournir prétexte à des avancements scandaleux, à des décorations honteuses ; ce n'est pas seulement pour servir de thème à des « rapports militaires » qui sont des tissus de mensonges effrontés ; c'est principalement pour ramasser de l'argent que nos chefs militaires mettent à feu et à sang des continents entiers. Quand ils égorgent les populations, quand ils volent les troupeaux, quand ils vendent comme esclaves les femmes et les enfants, quand ils torturent à la manière des Peaux-Rouges les nègres récalcitrants, ce n'est pas par pure férocité, par pur sadisme, c'est pour emplir leurs poches.

Ils se partagent le butin, le prix des bestiaux, des chevaux et de la chair humaine, l'or, l'ivoire, les plumes d'autruches, les espèces sonnantes, comme faisait la bande à Cartouche.

C'est le règlement : *décret du 28 mai 1895, article 109*, renouvelé, bien entendu, de tous les

textes qui ont « règlementé » la dévastation de l'Europe par les armées de Napoléon, et le sac de l'Algérie par l'armée de Louis-Philippe.

Lorsque les Brigands s'associent pour écumer les grands chemins, une province ou la mer, ils font entre eux de petites conventions.

Quand ces brigands portent l'uniforme français et s'abritent sous le drapeau tricolore, leurs conventions s'appellent un Décret ; le gouvernement de la République le contresigne.

Voilà pourquoi nul guerrier galonné ne revient d'Indo-Chine, de Madagascar ou du Soudan que les poches bien garnies. Voilà pourquoi les guerres coloniales se succèdent. Voilà pourquoi les commandements aux corps d'expédition ou d'occupation sont si âprement disputés. A quarante mille francs le coup, ça vaut le voyage.

(*Aurore*, 16 mars 1900.)

AUXERRE. — IMP. ALBERT GALLOT

DC
45
.9
G64
1900

Gohier, Urbain Degoulet, called
Sur la guerre
Éd. de propagande

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY